

Le “rassemblement contre les oligarques” comme substitut au “diviser pour mieux régner”

Un article intitulé "Alstom doit rester Français, aujourd'hui ou demain, il devra être nationalisé!"¹ s'exprime au sujet de la situation du groupe industriel Alstom, lequel s'apprête à subir une modification profonde de la composition de son actionnariat. Les réflexions qui suivent se réfèrent précisément à ce texte, étant sous-entendu qu'il s'agit d'un exemple symptomatique de conceptions rependues au-delà du "Comité Valmy" dont il émane.

L'article s'en prend au "pouvoir comprador de la France". Le dictionnaire Larousse donne la définition suivante du terme "comprador": "1) Autrefois, en Chine, autochtone fondé de pouvoir des firmes étrangères. 2) Dans les pays en voie de développement, membre de la bourgeoisie autochtone enrichi dans le commerce avec les étrangers."

Si on se réfère à la première définition, cela voudrait dire que le pouvoir en place en France n'a strictement rien à voir avec une bourgeoisie française ayant des intérêts spécifiques propres. Mais alors Bouygues, Dassault, Lagardère, Arnault, Bolloré etc... tous des étrangers? Sinon, pourquoi n'oeuvrent-ils pas pour se débarrasser de ce pouvoir?

Pour ce qui est de la deuxième définition, il serait absurde de ranger la France non pas parmi les pays impérialistes, mais parmi ceux en voie de développement. Et même si on laisse de côté cet aspect, il ne serait pas pertinent de décrire par exemple Dassault père et fils simplement comme "enrichi dans le commerce avec les étrangers". Certes, Serge Dassault continue à engranger des dividendes en vendant des avions à des étrangers, mais quand même, l'essentiel des caractéristiques est ailleurs.

Par ailleurs apparaît la formule "actionnariat privé apatride", et il est aussi fait référence au "capital flottant de l'actionnariat d'Alstom" dont "Bouygues possède 29 %". Sauf erreur d'interprétation de notre part, l'idée sous-jacente est que d'un côté les capitaux détenus par l'état seraient classés comme capital national, tandis que de l'autre tout le reste serait classé comme capital apatride. Vu sous cet angle, le pouvoir en place, dans la mesure où il n'a pas pour programme de se réserver la maîtrise d'un "capital national" ainsi conçu, ne serait donc rien d'autre qu'un "fondé de pouvoir de détenteurs de capitaux apatrides", ce qui se rapproche de la formule sur le "pouvoir comprador".

Or ces phraséologies tordues et mal ficelées n'apportent rien à la compréhension de la situation, bien au contraire.

Vladimir I. Lénine, dans son texte "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" écrit (chapitre 8):

L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme on l'a vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la "tonte des coupons", qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.

Les lamentations sur le "capital apatride" - "responsable de la trahison industrielle nationale" selon l'article sur Alstom - reviennent à regretter le fait que dernièrement la France tend même à perdre cette situation de pays parasitaire, puisqu'une partie croissante des capitalistes investissant dans des entreprises localisées en France vivent leur parasitisme ailleurs, sous le soleil des tropiques, ou en "flottant" librement à travers le globe.

L'article parle de "la France vassalisée", de "Bruxelles à la solde de Washington", d'"élites européennes corrompues". On peut se laisser aller à accepter ce tableau comme un aperçu, sous un certain angle, de la réalité. Mais si on veut parler des problèmes de fond et pas des

phénomènes superficiels, il faut inverser le sens du raisonnement. "Vassalisé", "à la solde", "élites corrompues"..., pour autant que ce soient des aspects effectifs de la situation, il ne s'agit que de conséquences de l'affaiblissement de l'impérialisme français; du point de vue des causes ce sont des phénomènes secondaires. L'évolution historique à long terme ne résulte pas en premier lieu des attitudes de certains parmi les acteurs, elle est déterminée plutôt par les péripéties que suit la constellation des forces entre fractions de la bourgeoisie internationale, entre groupes monopolistiques, entre puissances militaires. Il y a des gagnants et des perdants, sans que du côté de ces derniers il y ait forcément trahison, capitulation, abandon, incapacité de gestion.

Sans conteste, parmi les puissances impérialistes, la France se trouve au second plan. Mais il n'est pas convenable d'opposer à cela la perspective d'un "relèvement" de l'économie française. La constitution de toutes sortes de filières industrielles censées contribuer à la "souveraineté" de la France ne pourra avoir d'autre sens que le raffermissement renouvelé de celle-ci en tant que puissance impérialiste. Penser qu'en imposant une telle "stratégie" à un gouvernement bourgeois on pourrait en même temps assurer que le résultat s'inscrive dans une perspective autre qu'impérialiste, c'est se laisser leurrer par ses propres désirs.

Le cas d'Alstom renvoie concrètement à ce dilemme. L'intervention éventuelle des pouvoirs publics impliquerait le groupe Areva dont le capital est contrôlé par l'état. Areva est un des éléments clé en rapport avec l'intervention française au Mali. Bien sûr, le Comité Valmy n'a de cesse de reproduire des positions dénonçant "la Françafric" qui "après la Côte d'Ivoire, après la Libye, poursuit ses guerres de recolonisation"². Il adopte pourtant une posture qui, sur le fond, fait passer délibérément à l'arrière-plan les implications du fait que la France est un pays impérialiste. "Pays" impérialiste - exprimé de façon plus explicite, cela signifie que la société française et les rapports de production qu'y règnent sont de nature capitaliste, et qu'en outre sa place dans le système capitaliste mondiale se situe du côté des forces impérialistes dominantes. Or, le Comité Valmy est partie prenante d'un "Manifeste républicain - Pour l'union du peuple de France" dont voici un extrait³:

Les signataires de ce manifeste estiment qu'aujourd'hui en 2012, au-delà des divergences entre la gauche et la droite, une ligne de fracture essentielle se situe entre ceux qui estiment que la Nation est une structure dépassée et ceux qui pensent que pour longtemps encore, elle est la seule à permettre aux peuples de disposer d'eux-mêmes, de maîtriser et de construire leurs destins. Ils font valoir que le véritable clivage qui transcende la gauche et la droite se situe dorénavant entre républicains attachés à la citoyenneté et à l'État-Nation et ultralibéraux attachés au seul profit et acceptant la domination des marchés. [...] Pour une France libre et de progrès, une nouvelle résistance doit s'organiser. La victoire de ce combat passe par l'Union du peuple de France [...].

Poser l'objectif de "l'Union du peuple de France" en faisant fi des "divergences entre la gauche et la droite", cela n'est possible de façon cohérente qu'en ayant par ailleurs recours à une analyse en termes de "pouvoir comprador", "élites corrompues", "actionnariat apatride", c'est-à-dire en contournant la reconnaissance du fait que la société française est intrinsèquement traversée par des contradictions de classe, entre une classe exploiteuse et une classe exploitée. Les deux facettes de la terminologie employée par le Comité Valmy vont de pair, et se soutiennent mutuellement. Pour ce qui est du Comité Valmy, donc, tout se tient.

Le pouvoir bourgeois à l'habitude d'utiliser le précepte du "diviser pour mieux régner". Mais il sait aussi bénéficier du concours apporté directement ou indirectement par toutes sortes de rassembleurs.

Mai 2014

Des militants anticapitalistes.

1. <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article4521>

2. <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article3168> (pris à titre d'exemple)

3. <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2>